**Sur la nécessité de tomber en grève ce printemps.**

Ce document se veut une réponse directe au communiqué envoyé par certainEs membres de l’AFESH sur ASSÉ support. Les opinions présentées dans ce texte ne représentent que l’avis de ses auteurEs et non pas les positions de l’AECSL.

Dans les derniers mois, le printemps 2015 fut effectivement désigné comme une date clé dans la mobilisation étudiante contre les mesures d’austérité. Nous partageons aussi les inquiétudes quant au manque d’organisation et de clarté sur les revendications proposées par ce mouvement de mobilisation. Le flou structurel découlant du manque d'organisation peut paraître démotivant. Cependant, nous ne partageons pas vos conclusions.

**Sur la mobilisation**

Il nous semble que vous sous-estimiez grandement la mobilisation actuelle dans les Cégeps et pas seulement ceux dans la région de Montréal. Le printemps 2012 a provoqué une vague de démobilisation chez ceux et celles qui l’ont vécu de plein fouet, mais, pour nous, les cégepiens et cégepiennes actuelLEs qui étaient encore au secondaire pendant la grève, 2012 nous a inspiré, nous a prouvé qu’une forte mobilisation étudiante est possible à l’échelle nationale et qu’elle peut mener à de profonds changements dans la mentalité des gens et à l'élaboration d'un meilleur rapport de force avec le gouvernement. Par exemple, en cette période d’austérité, il nous semble évident que le gouvernement reviendrait avec une hausse des frais de scolarité, si ce n'est de la peur que nous avons engendré chez lui depuis le vaste mouvement de contestation de 2012.

La loi sur le déficit zéro dans les établissements publics rend les coupures de 19 millions dans le système collégial particulièrement sévères pour les Cégeps ayant accumulé un déficit de fonctionnement. Ces Cégeps, en raison de la baisse démographique et de l’exode continu vers les centres urbains, sont surtout situés en régions et partout, des fronts communs s’organisent entre les syndicats des professeurEs, des employéEs de soutien et même dans certain cas avec les administrations.

Notre expérience, après deux ans de mobilisation contre les mesures d’austérité nous démontre que la population étudiante est très majoritairement contre les coupures et les mesures d’austérité même si cela n’aboutit pas nécessairement à la faveur d’une grève générale illimitée; c'est-à-dire que la partie la plus importante du travail de mobilisation est derrière nous. Ce qu'il reste à déconstruire, ce sont les appréhensions et les préjugés envers la grève, qui ne relèvent souvent que de minces craintes occasionnées par l'impact de 2012 sur la session, qui après 3 ans, s'est tranquillement transformé dans les consciences. Il faut savoir qu’en choisissant de couper dans Radio-Canada, le gouvernement a fait une bonne partie du travail pour nous. Il ne se passe pas un jour sans qu’une nouvelle coupure soit rapportée, très souvent d'une manière extrêmement critique et avantageuse pour notre cause, dans les médias de masse. En 2012, il y avait un double travail de mobilisation à faire : d'abord, il fallait démontrer le caractère néfaste de la hausse, puis convaincre que le meilleur moyen de lutte réside dans une GGI. Aujourd’hui, la moitié du travail est déjà faite et bien qu’aucune campagne d’escalade des moyens de pressions ne fut votée dans un congrès de l’ASSE, celle-ci se fait très bien ressentir à la base. On parle notamment de grèves ponctuelles, d’actions, de débats, de piquetages symboliques, d’ateliers d’éducation populaire, etc.

Quand à la spontanéité dans le mouvement, nous pensons qu’elle est non seulement possible, mais aussi souhaitable. Dans chaque université, dans chaque faculté, dans chaque cégep, la population étudiante dans son ensemble prendra ses propres décisions quant à la lutte à venir. La lutte ne découlera pas d’une acceptation discrète et sans remous d'un mot d’ordre, d'un plan d’action proposé par le national. Ce mode de fonctionnement correspondra ainsi à la fois à notre principe de démocratie directe, mais il contribuera aussi à faire en sorte que les individus seront impliquéEs dans le mouvement, puisque ce sera la décision de toutes et tous qui sera défendue sur les lignes de piquetage.

Il peut sembler facile pour des membres d’une association reconnue comme plus militante de défendre une telle position – celle qui prétend qu’une grève à l’automne serait plus stratégique – mais nous ne croyons pas qu’il soit possible qu’une assemblée générale de grève soit un échec et ce, même si celle-ci se positionne contre la tenue d’un débrayage : le débat amené par une question aussi polarisante ne peut qu’augmenter la prise de conscience et ainsi la mobilisation. Que la grève du printemps ne dure qu’une semaine, ou plusieurs mois, elle créera d’elle-même une conscientisation en constante évolution, et ce éventuellement jusqu’à l’atteinte de nos objectifs. Un plan d’action proposé par l’ASSÉ peut s'effondrer par manque d’engouement national, mais un plan d’action discuté et voté association par association, dans une perspective de lutte nationale certes, mais avec des objectifs de lutte locale et concrète ne peut que déboucher sur une lutte victorieuse. C’est l’essence du printemps 2015; une solidarité sociale, proposée comme une convergence de luttes plutôt qu’une lutte unique.

Et c'est justement dans cette solidarité que nous pourrons bâtir un rapport de force assez puissant pour ébranler le pouvoir en place et le pousser jusqu'au bord du ravin. Toutefois, et nous insistons là-dessus, il sera important d'échafauder un mouvement par le bas. Comment pouvons-nous prétendre vouloir élever un édifice dont les fondations reposent sur un mélange de vase et d'argile?

**Sur l’automne 2015**

Nous vous avons, jusqu'à maintenant, présenté les principales réflexions qui motivent notre lutte locale. Puis, vient la proposition de reporter la grève à cet automne…

Laissez-nous vous rappeler pourquoi la quasi-totalité des mobilisations de longues durées se font au printemps. Les étudiantEs demeurent au Cégep entre 2 et 3 ans. Les campagnes de mobilisation dans cette institution démarrent souvent à l’automne avec le recrutement de nouveaux militantEs qui débarquent fraîchement du secondaire, puis se poursuivent durant toute l’année, culminant au printemps. En proposant un mouvement de grève pour cet automne, vous forcez les militantEs des Cégeps, amputéEs de la moitié de leur effectif (nombreuxSES sont ceux et celles qui terminent leur DEC cette session), à mobiliser toute une population étudiante qui vient de se renouveler et ce en quelques semaines à peine. C’est complètement irréaliste et déconnecté.

L’été est également synonyme de l’arrêt des travaux parlementaires pour une période de deux mois occasionnant un vide politique et médiatique. Ainsi, après deux années de mobilisation contre l’austérité, se terminant pour plusieurs associations par un vote de grève, vous nous demandez d’arrêter sec notre élan, de laisser la poussière retomber, de laisser passer l’adoption du budget, de laisser passer la loi 10, le projet de loi 3, la loi 15 ainsi que toutes les autres mesures contre lesquelles nous nous sommes positionnéEs en Assemblée Générale? Sur quelles bases allons-nous mobiliser les étudiantEs cet automne? Si nous avons arrêté de lutter contre toute ces mesures, si nous avons stoppé net l’élan qui nous propulse vers l'avant et dont la force d'inertie est telle que nous ne pourrons pas l'arrêter sans un large mouvement de désenchantement?

Aussi, nous nous questionnons réellement sur la pertinence d’un appel soudain – une semaine avant les Assemblées Générales de grève de certaines associations universitaires et après que l’Association étudiante des cycles supérieurs de science politique de l'UQAM (AECSSP) se soit déjà doté d’un mandat de deux semaines de grève à partir du 21 mars – à une mobilisation pour l’automne 2015 venant à l’encontre de tout ce qui a été discuté depuis le début de la session d’automne. Quel est l’utilité de cet appel à part diviser le mouvement sur des questions de forme telle que quelle date choisir pour tomber en grève? Une division qui, on le sait, est historiquement à l’origine de plusieurs tentatives manquées de mobilisations sociales de grande envergure. Une hésitation à un moment charnière de la mobilisation, même en raison d’un doute sur l’organisation du mouvement, pourrait teinter l’ensemble du mouvement de cynisme et le ronger de l’intérieur.

Certaines associations vont suivre l’appel pour l’automne, alors que d’autres miseront plutôt sur le printemps. Les associations qui s’essouffleront ce printemps auront une extrême difficulté à se mobiliser encore une fois cet automne. Cette démobilisation engendrera un manque de confiance à l’automne comme au printemps. La masse critique nécessaire pour démarrer un mouvement d’envergure ne sera jamais atteinte. Une forte mobilisation étant quasiment impossible pour les Cégeps à l’automne, nous nous devons de choisir le printemps. Aussi, au lieu de se diviser sur la date pour tomber en grève, nous proposons de suivre les votes qui auront lieu dans le milieu universitaire cette semaine prochaine. Leur date sera notre date et si l’assemblée générale le décide, nous tomberons solidairement en grève. Il est donc primordial que le mouvement de grève ne se fasse pas en deux temps.

**Sur notre obligation de mobilisation et de grève ce printemps**

Par le rapport de force que nous avons bâti en 2012 et par notre droit de grève, un droit qui est présentement refusé aux syndicats, nous avons l’obligation morale de tomber en grève de solidarité ce printemps avant qu’il ne soit trop tard. En effet, notre fenêtre d’action est extrêmement réduite. À l’automne, la réforme de la santé sera déjà mise en place et le projet de loi 3 sera adopté. Les coupures massives à prévoir dans le budget 2015 auront six mois pour faire des ravages dans les populations les plus démunies qui seront privées de plusieurs comités sociaux notamment. Chaque mois qui passe, le gouvernement se nourrit du manque de contestation forte pour gagner en légitimité.

Au-delà des tactiques et des stratégies, il ne faut pas perdre de vue les raisons qui nous pousseraient à faire la grève. Si l’on considère que six mois de plus de mesures brutales et austères n’auront pas d’impact négatif assez significatif sur la population pour nous presser à agir, peut-être devrions nous revoir les raisons qui nous poussent vers la militance. Nos objectifs sont réalistes, nous n’exigeons que l’impossible.

Depuis quand est-ce que les critiques alléguant que le mouvement étudiant en demande trop viennent-elles du mouvement lui-même. Qu'est devenu le syndicalisme, les fondements mêmes de nos associations? Notre objectif est simple, le retrait immédiat de toute mesures mettant en péril la population au profit des intérêts de nos élites politico-économiques et l'introduction de mesures fiscales sévères pour les plus riches et les grandes entreprises. Avec 6 mois d'évasion fiscale de plus derrière la cravate, avec les millions de dollars perdus par l'attribution de congés fiscaux toujours plus long et moins stricts aux entreprises, nous donnons au gouvernement des arguments encore plus tenaces pour la justification de son projet idéologique.

Est-ce que le mouvement atteindra oui ou non cet objectif? Cela ne dépendra que de notre mobilisation, mais c’est le rejet de l’injustice qui doit être à la base de toute lutte et non pas l’espoir de réussir. Nous ne nous mobilisons pas pour faire une manifestation de 200 000 personnes une fois par mois, nous nous mobilisons parce que nous avons toutes et tous, ensemble, l’intime conviction que nous avons raison et que nos actes auront des impacts positifs sur la vie d’autrui. Nous croyons l'avoir démontré, l'urgence d'agir se fait de plus en plus pressante. Il s'agit ici de saisir le moment qui se trouve devant nos mains et de faire en sorte que l'injustice et les inégalités ne trônent plus au sommet des attributs qui caractérisent notre société.

Au final, notre principe de base reste la démocratie directe du bas vers le haut et non l’inverse. Ce texte n’avait pas pour but d’influencer les décisions et les propositions qui seront prises dans les prochaines semaines dans les assemblées générales de chaque association mais plutôt de proposer un contre discours à celui proposé dans le communiqué auquel nous répondons, le tout pour montrer que ni les opinions émises dans le communiqué, ni celles dans sa réponse ne représentent la pensée de l’ensemble du mouvement étudiant.

En attendant, dans chaque Cégep, dans chaque université, la mobilisation continue. Qu’elle mène à une grève ou non. L'objectif maintenant est de se tenir debout et prêtEs à lutter, car nos opposantEs eux-elles n'arrêtent jamais la leur.

Alexandre Tibout

Gabrielle Morin-Rochon

Flavie Choquette Giguère

Arnaud Milot-Chouinard

Arianne Reda

Geneviève Parisien-Dumais

Émilien Leclerc